



Les mille sources de la Colère

NOVEMBRE 2014

N° 72

ILS VEULENT FAIRE ENCORE PIRE ! ON NE DOIT PAS LES LAISSER FAIRE !

LE 18 NOVEMBRE TOUS EN GREVE !

La DGFIP est aujourd'hui dans la tourmente. Si la CGT a toujours été sans illusion au sujet de la démarche stratégique, la réalité que nous vivons déjà aujourd'hui et la politique d'austérité renforcée qui se met en œuvre sont inquiétantes pour l'avenir de nos missions. A la DGFIP, nous subissons depuis des années les suppressions d'emplois et la diminution de nos moyens. La CGT n'a cessé d'alerter sur les conséquences de cette politique. Aujourd'hui, nous entrons dans une période intensive d'attaques toujours plus fortes contre notre direction.

Pourquoi cette situation ? Les principales causes de cette situation sont les politiques d'austérité menées depuis plusieurs années. Dernier symbole en date, le Pacte de responsabilité qui conduit ce gouvernement à diminuer toujours plus les dépenses publiques utiles au plus grand nombre à hauteur de 50 milliards, et à préserver celles qui ne bénéficient qu'à certaines catégories (30 milliards d'exonérations sociales et de crédits d'impôts pour les patrons). Il s'agit de plusieurs milliards d'euros de dépenses de fonctionnement en moins et autant de moyens dont seront privés les services publics pour réaliser leurs missions. La CGT exige son abandon.

Quelles conséquences pour nous, agents de la DGFIP ? La première, la plus simple c'est que nous sommes en voie de disparition ! Encore 2000 suppressions d'emploi en 2015, auxquelles il faut rajouter les près de 3000 vacances d'emploi, soit autant de diminutions cachées... Les autres conséquences : des conditions de travail toujours plus dégradées, des collègues en souffrance... et parfois de façon toujours plus grave... C'est cela qu'apporteront ces nouvelles suppressions d'emplois.

Que faire ? Agir collectivement ! Le CTR dit « emploi et moyens » a été programmé le 18 novembre. Pour la CGT Finances Publiques c'est le moment qui doit être privilégié pour mettre l'action collective au cœur du débat ! En effet, dans le contexte actuel, il faut que collectivement nous montrions avec force notre désaccord contre les choix aujourd'hui faits pour la DGFIP et le service public. Pour la CGT Finances Publiques, il s'agit aujourd'hui de construire la mobilisation pour imposer d'autres choix, dont les revendications que portent les personnels constituent la matrice. Cela nécessitera des prolongements d'actions dans les prochains mois à la DGFIP. Nous ne sommes pas les seuls à faire aujourd'hui le choix de l'action. Au niveau Fonction Publique, 4 organisations (CGT, Solidaires, FA-FP, FSU) appellent à une journée de mobilisation le 18 novembre.

Au regard des éléments développés et malgré toutes les difficultés de la période, pour la CGT Finances Publiques, cette mobilisation passe par une journée de grève !!

- Contre les politiques d'austérité et la liquidation des services publics ;
- Pour le retrait du pacte de responsabilité et l'arrêt de la démarche stratégique ;
- Pour le développement d'une protection sociale couvrant tous les besoins ;
- Pour le déblocage du point d'indice et l'augmentation des salaires ;
- Contre tout recul sur nos règles de gestion et nos droits statutaires ;
- Pour l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- Pour la création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services.

**Le 18 novembre, tous en grève
pour imposer d'autres choix à la DGFIP !!!**

Suppressions d'emplois : les chiffres locaux

Nous connaissons le volume national depuis quelque temps (2 000 suppressions), les documents préparatoires au CTR (Comité Technique de Réseau) viennent de donner les déclinaisons départementales. Pour la Corrèze, le verdict est le suivant :

**10 emplois supprimés
ventilés par grade de la façon suivante :
1 AFIPA, 2A, 2B et 5C.**

Localement, c'est au cours du CTL (Comité Technique Local) du 18 décembre prochain que N°1 annoncera les localisations par service de ces 10 suppressions.

Quels que soient ses choix, ces suppressions s'ajouteront aux dizaines déjà subies ces dernières années.

Quels que soient ses choix, ils toucheront forcément des services déjà exsangues en personnels où les missions sont de plus en plus dures à accomplir et où les conditions de travail sont devenues insupportables.

!!! TOUS EN GREVE LE 18 NOVEMBRE !!!

Ca chauffe !

Même si le mois d'octobre fut particulièrement doux cette année, les premiers froids matinaux ont fini par arriver. Et comme tous les ans à Tulle, les collègues de la cité administrative ont recommencé à travailler chaudement vêtus : c'est vrai que 14° le matin dans les bureaux, cela n'encourage pas à sortir les mains des moufles. Le 23 octobre, M Eyrignoux, délégué du Directeur Général a visité le SIE de Tulle en début d'après-midi. Dommage qu'il ait choisi un horaire où le soleil automnal avait déjà réchauffé les doigts : se geler tous ensemble, ça crée des liens !!!

Par contre on ne peut que s'étonner que le bâtiment de la direction où il passa la matinée fût exceptionnellement chauffé pour l'occasion ! Si les privilèges sont censés avoir été abolis depuis un certain 4 août 1789, il semblerait que quelques atavismes perdurent encore à la DGFIP ...

SPF-Enregistrement : Où en est-on ?

Le 1er groupe de travail traitant du sujet (mai 2014, CR en ligne sur notre site) n'ayant pas permis de répondre à toutes nos questions, un second GT a donc été convoqué pour le 6 octobre. Dans ses propos liminaires la CGT a rappelé son opposition à tout rapprochement SPF/Enregistrement, ceux-ci n'ayant vocation qu'à tenter de gommer les effets dévastateurs de la politique d'austérité, de suppression d'emplois et de restriction budgétaire de ce gouvernement. Loin d'être dans l'anti tout ou le contre tout, la CGT affirme au contraire que notre service public à la française, plébiscité par la

majorité de nos concitoyens, doit être renforcé en moyens humains et financiers et que d'autres choix sont possibles. Localement, c'est l'omertà qui est la règle, personne ne sait rien, ne voit rien, n'entend rien. A part peut-être le SPF de Brive qui, malgré un sous-effectif chronique et une charge de travail toujours plus élevé, s'est vu récemment encore amputé d'un renfort.... mauvais présage !

Ca va pas être possible ...

La rémunération des fonctionnaires est gelée depuis 2010 et jusqu'en 2017. C'est un triste record qui à pour conséquence directe la chute de notre pouvoir d'achat. Dans ce contexte, certains collègues se sont dits que la seule façon d'améliorer l'ordinaire serait de passer au grade supérieur. Mais les serreurs de ceinture patentés qui nous gouvernent ont pensé à tout : ils ont aussi raboté les plans de qualification qui améliorent le nombre de promotion prévu statutairement. Pour le département, les mauvais chiffres viennent de tomber : pour 6 promotions possibles de C en B en 2014 on passera à 3 en 2015. Pour les promotions de B en A, on ne peut plus faire pire : le potentiel passera de 1 à ... 0 ! Si vous pensiez que l'administration reconnaîtrait un jour votre investissement, il est temps de descendre du nuage et de commencer à chercher de la motivation ailleurs.

Le 4 décembre : votons CGT !

En fin d'année, vous allez participer aux élections professionnelles qui détermineront la représentativité des organisations syndicales qui vous représenteront aux niveaux national et local durant 4 ans. La CGT s'engage, pendant ce futur mandat et comme elle l'a toujours fait, à se battre pour améliorer vos conditions de travail, votre salaire, la qualité d'exercice de vos missions, etc. Plus vous serez nombreux à nous confier votre voix lors de ces élections et plus nous aurons de poids pour défendre vos revendications.

Localement la CGT sera présente dans tous les scrutins avec des listes complètes dans tous les grades. Elle porte ainsi l'assurance d'une représentativité la plus large possible.

Le mandat des futurs élus CGT est simple : respect des règles et transparence des interventions. C'est sur cette base solide que se fondent nos actions : au plus près de l'intérêt collectif des agents et dans le refus du clientélisme.

